

1^{er} mai

Contre l'exclusion : partage du temps de travail

Nous manifesterons pour obtenir la diminution des durées de travail, pour créer un congé payé de perfectionnement professionnel et offrir à toutes et tous les moyens de compléter leur formation de base.

Programme de la journée

- 11 h 30 à la Pierre (Monument du 9.11.32), plaine de Plainpalais, allocution de Georges Tissot, du Syndicat interprofessionnel de travailleuses et travailleurs. Apéritif offert;
- 15 h 30 rassemblement au boulevard James-Fazy;
- 16 h départ de la manifestation qui suivra l'itinéraire: bd James-Fazy, Chantepoulet, Mont-Blanc, Longemalle, rue du Rhône, rue de la Corraterie, place Neuve et **finalemtent** parc des Bastions;
- 17 h 30 allocution de la présidente de la manifestation, puis discours unitaire de Richard Jeanmonod, de l'Association des commis de Genève; la partie oratoire sera conclue par Ruth Dreifuss, conseillère fédérale;
- 18 h à 23 h musique **sous tente** avec l'Orchestre Los Príncipes;
- 20 h 15 sous la Rotonde, en direct sur grand écran TV, diffusion du match de football Suisse-Italie.

Balades gratuites pour les enfants sur les ânes de Bonaventure, plusieurs dizaines de stands d'information et de collations diverses.

Venez tous à 15 h 30 bd James-Fazy

Organisé par: Union des syndicats du canton de Genève (USCG), Parti du Travail (PdT), Parti socialiste genevois (PSG), Syndicat interprofessionnel de travailleuses et travailleurs (SIT), Association des commis de Genève (ACG).

Par ailleurs, les associations ou groupements suivants ont annoncé début avril qu'ils tiendront un stand au parc des Bastions: Syndicat industrie et bâtiment, PdT, SIT, Centre de contact Suisses-immigrés, GSsA, Librairie Que faire, SolidaritéS, Association Suisse-Palestine, Union des Cercles, Association Bio-Bio Chili, Association de défense des chômeurs, La Marmite, Actions, Université ouvrière de Genève, Comité de soutien au peuple sahraoui, Football SIB, Groupe Rwandais, Syndicat des services public- VPOD, Sozialdemokratischer Kreis Genf, Groupement des frontaliers de l'Ain et de la Haute-Savoie, ...

Nous avons connu une longue période de croissance précédant la crise actuelle, mais les améliorations de nos conditions de travail et de vie n'ont pas été le fait de la générosité patronale: elles ont été obtenues par les luttes du mouvement ouvrier.

Où en est-on?

Depuis trois ans il y a la «crise»: ralentissement des échanges commerciaux, diminution de la création de biens ou de services, baisses des revenus du travail et raréfaction des opportunités de travail salarié. Cette situation affaiblit la position de celles et ceux qui n'ont que leur force de travail à vendre pour obtenir les moyens de substance nécessaire, elle accroît la concurrence entre eux comme celle entre les entreprises. D'un côté la crainte de perdre son emploi qui engendre chez les salariés un désarroi neutralisant leur légitime volonté d'amélioration des conditions d'existence pour eux-mêmes et le genre humain en général; et d'un autre côté cette situation paralyse la mobilité d'esprit de la plupart des tenants de l'économie.

Ainsi, sans grande résistance, l'on a vu l'exclusion des anciens, des moins formés ou des moins polyvalents; certains voudraient rejeter les femmes de la vie économique et d'autres refusent aux jeunes un premier emploi...

La responsabilité des syndicats consiste à ne pas laisser aux seuls détenteurs du pouvoir ou aux tenants du libéralisme sauvage le soin d'organiser notre avenir. Le projet de redimensionnement de l'Etat proposé par les conservateurs et la droite néo-libérale celui du «moins d'Etat» appliqué de façon linéaire et qui ne vise qu'à un transfert des ressources vers l'économie privée pour leur seul profit.

Nous savons que l'appareil économique produit plus et mieux avec de moins en moins de travail vivant, aussi le niveau du revenu ne devrait plus dépendre seulement de la quantité de travail fournie par chacun.

Quelles suites y donner ?

Faut-il vraiment et uniquement tabler sur une relance de notre système économique pour résoudre les problèmes d'emploi? Ou ne s'agit-il pas dès maintenant de dégager des solutions en matière de répartition équitable du travail salarié et de diminuer le rôle des rapports marchands comme forme d'organisation du travail et de la répartition de ses produits.

La redistribution des gains de productivité devrait permettre à tous de travailler moins, et une croissance – même faible – de la production devrait permettre l'emploi d'un plus grand nombre de personnes, sans que le revenu réel de chacun diminue. Il faut envisager de constituer ce revenu par celui découlant d'une occupation salariée d'une part, et d'un revenu social d'autre part.

Par ailleurs, le redéploiement économique nécessaire, dans le cadre d'un projet régional et européen, ne devra pas se faire au seul bénéfice des entreprises. Il doit être l'occasion de renégocier un contrat social et un projet de société dont les axes principaux devront être un partage du temps de travail et une implication accrue des forces sociales dans les décisions collectives, avec l'octroi de droits politiques aux immigrés.

Ainsi nous soutiendrons les initiatives cantonales «Tous citoyennes, tous citoyens» et «Vivre ensemble, voter ensemble». Il faudra aussi que les travailleurs

immigrés puissent élire les juges au Tribunal des Prud'hommes et y soient eux-mêmes éligibles.

Dans le contexte actuel, il nous faut développer une **résistance** à l'offensive patronale de déréglementation sociale et créer l'unité d'action des syndicats présents sur le terrain; affiner nos **propositions** avec les organisations politiques progressistes pour sortir de la crise avec des alternatives en matière de politique sociale et de répartition de la richesse produite.

Tout de suite

Les syndicats stimulent l'élaboration de projets de formation et de perfectionnement, ils utilisent pour ce faire le fonds en faveur de la formation et du perfectionnement professionnel. Avec leurs membres et ceux des partis de gauche, il faudra agir pour que le droit aux allocations et aux bourses soit élargi à tous les contribuables du canton.

Nous devons obtenir une garantie d'emploi pour les jeunes sortant d'apprentissage. Il faut aussi soumettre les heures supplémentaires à une double cotisation à charge des employeurs en faveur de l'assurance chômage afin de les dissuader d'y faire recours à tort et à travers.

En outre, nous devons réaliser – avec les représentants patronaux, les autorités compétentes et en coordination avec les organisations féminines représentatives – un règlement valable pour l'ensemble des entreprises ou des sociétés du canton, comprenant des mesures de prévention contre les atteintes à la dignité des personnes et permettant de lutter contre le harcèlement sexuel directement à partir des lieux de travail.

Ne pas perdre de vue que...

Les classes dirigeantes attaquent frontalement les acquis des quarante dernières années: la collaboration du mouvement ouvrier n'est plus recherchée à n'importe quel prix, elles n'hésitent plus à rompre les relais de concertation traditionnels et opèrent à ce niveau un tournant autoritaire qui peut à nouveau rendre nécessaire le recours à la force publique.

La redistribution de la géographie industrielle, économique et sociale de l'Europe procède d'impératifs qui n'ont rien à voir avec les intérêts et les besoins directs des populations. Elle fera peu de cas de l'existence de zones de sous-développement régional, de la destruction du tissu socio-industriel de régions entières.

De telles situations ne sauraient être vécues sans troubles sociaux profonds ni volonté de résistance. Cela rend d'autant plus urgente la volonté d'agir pour l'Europe des gens et pour l'abolition de l'armée.

Il faudra voter contre l'acquisition des nouveaux avions de combats FA-18 pour un coût de 3,5 milliards de francs (!) ... Cette somme doit être utilisée pour développer la politique sociale et non être affectée à des préparatifs de guerre.

Genève, 1^{er} mai 1993